

L'Afrique, avec ses vastes terres et sa main-d'oeuvre bon marché, est une cible de choix pour les promoteurs d'agrocarburants. Comme aime à le souligner un certain groupe de pression européen favorable aux agrocarburants, rien que 15 pays africains – surnommés l'“OPEP vert”(voir carte) – réunissent ensemble une surface arable disponible aux cultures d'agrocarburant supérieure à la surface de l'Inde elle-même.¹ Et déjà, sur ce continent, des millions d'hectares de terres soi-disant “en friche” ont été prospectées et affectées aux agrocarburants.

La nouvelle ruée vers l'Afrique

GRAIN

Les grandes entreprises et les pays assoiffés d'énergie inondent l'Afrique de capitaux destinés aux cultures d'agrocarburant, alimentant une course aux terres qui rappelle les débuts de l'expansion coloniale européenne. Les gouvernements africains et l'élite du monde des affaires se joignent à cette invasion étrangère. Mis sur la touche, certains groupes essaient de s'élever contre la dévastation annoncée que cela va produire sur les ressources des peuples, mais leurs voix sont difficilement audibles, étouffées qu'elles sont par le tintamarre qui est fait sur la grande chance qu'a l'Afrique de capitaliser sur les crises mondiales de l'énergie et de l'environnement.

Dès qu'il s'agit d'agrocarburants, la route vers l'Afrique se pave soudain de diplomates. À la première occasion, un défilé quotidien de politiciens étrangers se présente sur le continent pour négocier des affaires d'agrocarburant. L'Europe, le Japon et les États-Unis sont, bien évidemment, très actifs. Ils infiltrent leurs intérêts en agrocarburant dans les divers accords en matière d'aide plurilatérale et multilatérale, de commerce ou d'investissement, qu'ils signent vite fait bien fait avec des pays africains. Mais les soi-disant puissances émergentes mondiales sont également très affairées sur ce continent: le Brésil, largement grâce à son entreprise publique Petrobrás, a obtenu des importations d'éthanol et du transfert de technologie avec nombre de pays africains, depuis le Sénégal jusqu'au Mozambique, en passant par le Nigeria et l'Angola.² L'Inde vient de promettre 250 millions de dollars (USD) au Fond ouest-africain pour les biocarburants ; et la Chine vient de consolider une chaîne d'approvisionnement de manioc à long terme

au Nigeria, pour ses distilleries nationales d'éthanol. Il faut également ajouter à ceci des accords trilatéraux, tels le partenariat que le R.U. et le Brésil ont formé avec le Mozambique.

La véritable signification de toutes ces poignées de main entre membres de gouvernements, c'est de s'assurer un accès à une fourniture régulière d'énergie, à la fois en pétrole et en agrocarburant, qui sera bien évidemment gérée par les grandes sociétés.³ Et les choses évoluent très rapidement dans cette direction. Les grandes sociétés sont d'ors et déjà en train de se tailler des zones réservées aux produits de départ d'agrocarburants et les agro-industries déjà sur place sont en pleine expansion.⁴ Au début 2007, par exemple, le gouvernement tanzanien a révélé qu'il était en négociation avec 11 pays étrangers pour qu'ils investissent dans la production de cultures d'agrocarburants dans ce pays.⁵

Dans cette avalanche d'investissements étrangers, il y a des perdants et des gagnants. Plusieurs entrepreneurs africains locaux essaient de prendre le train en marche et se battent pour en récolter quelque chose.⁶ L'entreprise ghanéenne Biodiesel One a récemment fermé son activité de 12.000 hectares de jatropha et a licencié ses employés car elle n'a pas été en mesure de trouver le soutien financier nécessaire pour la poursuivre.⁷ Au Ghana, l'autre entreprise de biodiesel locale, Anuanom Industrial Bio Products, rencontre ces mêmes difficultés financières et ses efforts précoces pour nouer des liens avec des investisseurs étrangers se sont presque soldés par la destruction de l'entreprise.⁸ C'est pourquoi ces deux entreprises déploient tous leurs efforts pour que le gouvernement les renfloue.

1 A. Wade, "Africa Over a Barrel", *Washington Post*, 28 octobre 2006. <http://tinyurl.com/ssw8x>

2 "Brazilian Company to build ethanol plant in Africa", *The Ethanol Producer*. <http://tinyurl.com/yuloyt>

3 "Africa Forges Energy Partnership with Europe" <http://tinyurl.com/yrzpkf>

4 Voir "Cameroon: Oil palm plantations fostered by new biofuel market harm local livelihoods", *World Rainforest Movement*. <http://tinyurl.com/259zhn>

5 Les entreprises comprennent Felisa (dans la région de Kigoma); Amma (dans la région de Tanga); Diligent Tanzania Limited (à Arusha); Procon, Diadem (dans la région de Rukwa) et CEPA (à Morogoro). <http://tinyurl.com/ysba4k>

6 Pour plus d'informations sur les projets d'agrocarburant en Afrique occidentale, voir: Gblosségnon Christophe Gandonou, "Situation des biocarburants en Afrique de l'ouest", <http://www.grain.org/m/?id=131>

7 <http://tinyurl.com/2448ow>

8 "Fraud office question Ghana Bio Diesel", *Alexander's Gas & Oil Connections*, 2 décembre 2004. <http://tinyurl.com/ywjnww>

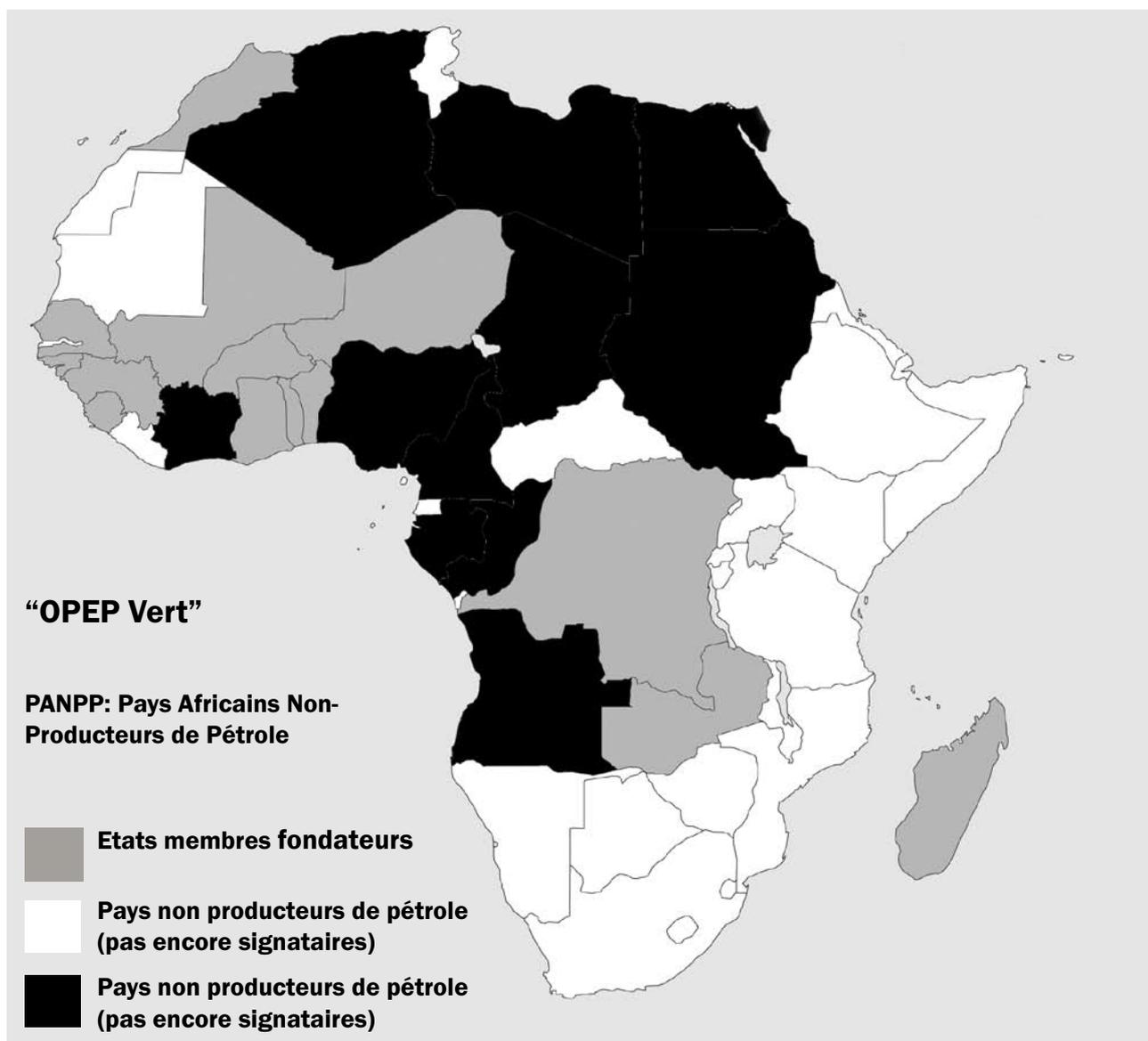


Tableau: exemples des investissements des sociétés

Viscount Energy (Chine)	Protocole d'accord avec le gouvernement de l'état d'Ebonyi visant à établir une usine d'éthanol d'un coût de 80 millions de dollars (USD) au Nigeria et qui utilisera le manioc et la canne à sucre.
21st Century Energy (USA)	Prévoit un investissement à hauteur de 130 millions de dollars (USD) sur les cinq prochaines années, pour la production d'éthanol à base de canne à sucre, de maïs et de sorgho doux, puis, plus tard, pour la production de biodiesel à base de graines de coton et de résidu de noix de cajou, en Côte d'Ivoire. ¹
Bioenergy International (Suisse)	Prévoit la préparation d'une plantation de près de 93.000 hectares de jatropha, accompagnée d'une raffinerie de biodiesel et d'une installation d'électrification, au Kenya. ²
Sun Biofuels (RU)	En association avec le Centre d'investissement de Tanzanie (Tanzania Investment Centre, TIC), a acquis 18.000 hectares de terres agricoles de première qualité pour produire du jatropha. ³
AlcoGroup (Belgique)	A racheté South Africa's NCP Alcohols, le plus gros producteur africain de fermentation d'éthanol, en 2001.
MagIndustries (Canada)	A acquis une plantation forestière d'eucalyptus de 68.000 hectares et construit actuellement une usine de déchetage de bois d'une capacité de 500.000 tonnes par an près de la ville portuaire de Pointe-Noire, en République du Congo. Les copeaux seront expédiés vers l'Europe pour être utilisés comme biomasse.
Aurantia (Espagne)	Investit dans des plantations d'huile de palme et, ensuite, dans quatre raffineries de biodiesel en République du Congo.
Dagris (France)	Investit dans le développement de la production du biodiesel à base de graines de coton au Burkina Faso, par le biais de son fabricant local d'huile, SN Citec.
SOCAPALM et Socfinal (Belgique)	Envisage d'étendre sa plantation d'huile de palme de 30.000 hectares au Cameroun, mais les communautés forestières lui résistent.

1 <http://tinyurl.com/29uolk>

2 <http://tinyurl.com/2dkunz>

3 <http://tinyurl.com/27emzb>

Nigeria – un nouveau bien peut-être, mais toujours la même histoire

Il n'y a pas que les entreprises énergétiques mondiales qui investissent lourdement dans les agrocarburants. Les sociétés de différents secteurs s'y lancent aussi et taillent le boom des agrocarburants à la mesure de leurs propres intérêts. Le Nigeria a accepté cette approche sans aucune critique et a adopté des politiques qui s'adaptent parfaitement aux stratégies de groupe et il ne fait rien pour satisfaire les véritables besoins du pays.

Si le gouvernement était réellement soucieux des besoins énergétiques du pays, il restructurerait son industrie pétrolière. Le Nigeria est le plus grand producteur de pétrole d'Afrique et le pétrole fournit 95 pour cent des revenus publics. Mais ce sont les multinationales pétrolières qui sont aux commandes; ainsi, les raffineries nigérianes ne produisent pas suffisamment de pétrole raffiné pour pourvoir aux besoins intérieurs, et le pays importe 70 pour cent de son carburant.¹ Au lieu de s'attaquer au problème, le gouvernement évolue maintenant vers les agrocarburants, sous le prétexte que cela permettra une amélioration de la sécurité énergétique du pays, même s'il n'y a aucun signe que ce sera le cas.

Le pays a bouclé un accord avec le Brésil pour importer de l'éthanol en échange d'expertise technique et ce, afin que le Nigeria puisse commencer à mettre en application sa politique de mélange à 10 pour cent d'éthanol avant même que les fabricants d'éthanol ne commencent leur production. La région principale choisie pour l'expansion de la canne à sucre (estimée à une couverture de quelques 400.000 hectares) se situe le long du fleuve Niger et de son affluent, la Bénoué, où l'irrigation est possible. Le manioc, lui aussi, est voué à un développement industriel important. Négligé pendant des années par l'industrie, il émerge dorénavant comme un important produit de départ, avec un investissement considérable consacré au développement de variétés génétiquement modifiées plus aptes à la production d'agrocarburants avec, par exemple, un contenu supérieur en amidon.² Plutôt que d'améliorer la sécurité énergétique, les biocarburants vont créer un nouveau problème d'insécurité alimentaire, car le prix des denrées nationales, le manioc et l'huile de palme, vont certainement augmenter sensiblement lorsque la production d'agrocarburant commencera.

1 G. Rothkopf, "A Blueprint for Green Energy in the Americas", préparé pour la Banque interaméricaine de développement, 2006. <http://www.iadb.org/biofuels/>

2 Des chercheurs de l'Université de l'État de l'Ohio ont développé du manioc transgénique avec amidon dont le rendement est à hauteur de 2,6 fois, ce qui transforme le manioc en "super culture" quant à la fixation de CO₂ et à la production d'hydrates de carbone, le produit de départ de l'éthanol. Voir, par exemple, U. Ihemere et al. "Genetic modification of cassava for enhanced starch production", *Plant Biotechnology Journal* 4 (4), 2006: 453–65. Pour des informations sur l'application récemment refusée du gouvernement sud-africain pour des essais de champs de manioc, voir: www.biosafetyafrica.net

En décembre 2006, le gouvernement a promis près de 2 millions de dollars (USD) pour soutenir la culture à grande échelle de jatropha au centre du pays, dont près de 300.000 dollars (USD) devaient aller directement dans les caisses d'Anuanom. Le gouvernement a également annoncé des plans de construction d'une route goudronnée dans la région et a demandé aux chefs et propriétaires locaux de mettre leurs terres à disposition pour ce projet.⁹ Le propriétaire d'Anuanom, l'industriel ghanéen Onua Amoah, a acquis des terres à plantations dans cette zone, en collaboration avec le candidat aux élections présidentielles de 2008, Kwabena Frimpong-Boateng, et d'autres élites locales.¹⁰

Il a également été rapporté que l'entreprise publique en produits pétroliers BOST a offert d'acheter tout le biodiesel produit au Ghana, offrant ainsi aux entreprises locales une garantie d'écoulement dont elles ont bien besoin.¹¹ Mais l'odeur des gains potentiels attire les investisseurs étrangers dans le pays. Basé au R.U., D1 Oils établit actuellement une filiale qui lui appartient à cent pour cent et des investisseurs israéliens examinent la construction d'une usine de biodiesel dans la région du centre. Basé au Canada, A1 Biofuels et son partenaire local, Sahel Biofuels Development Company, basé au Niger, qui préparent des sites de plantations de jatropha à grande échelle à

travers la région sahélienne de l'Afrique occidentale, disent planifier également la construction d'une raffinerie de biodiesel au Ghana, avec une capacité de 25 millions de litres par an.

De la terre pour le carburant, mais pas pour les agriculteurs

En Afrique, il existe un certain nombre de petits projets de biocarburant gérés par des ONG, certains déjà en place depuis longtemps, qui produisent en général de l'huile pour l'usage local et du savon. Les partisans de l'agrocarburant aiment à citer ces initiatives qui leur donnent bonne conscience, mais le boom actuel sur les agrocarburants n'a que peu de points communs avec cette petite agriculture.

"L'Afrique australe a le potentiel nécessaire pour devenir le Moyen-Orient des biocarburants", a déclaré Andrew Owens, PDG de l'entreprise britannique Greenergy, lors d'une rencontre sur les agrocarburants, au Cap.¹² Mais pour y parvenir, a-t-il ajouté, les gouvernements doivent normaliser les politiques sur les agrocarburants dans la région et travailler en collaboration afin d'obtenir des économies d'échelle permettant à l'industrie de devenir compétitive.¹³ Lors de cette même rencontre, le directeur général de SA Biodiesel a rejeté la "production artisanale" des

9 <http://tinyurl.com/28t37p>

10 "Wanted – an administrator for Ghana", *Hi Ghana*, 7 juin 2007. <http://tinyurl.com/293cvh>

11 "BOST agrees to buy local biodiesel", *Daily Graphic*. <http://tinyurl.com/2xbbe4>

12 Les marchés des agrocarburants en Afrique, pendant la conférence sur l'Afrique. <http://tinyurl.com/28h825>

13 Ibid.

Ouganda : des manifestations massives contre les projets d'agrocarburant

Timothy Byakola

Le gouvernement ougandais, confronté à une immense opposition dans le pays, a été forcé, à la fin mai 2007, d'annuler les projets qu'il avait de convertir des milliers d'hectares de forêt tropicale, situés sur une île du lac Victoria, en plantation de palmiers à huile. Quelques jours auparavant, le président Museveni avait également suspendu des négociations qui visaient à céder une grande parcelle de l'une des dernières forêts continentales protégées, à une entreprise appartenant à des Asiatiques ougandais. Cette décision a fait suite à des manifestations massives contre cette proposition, qui se sont déroulées en avril 2007 à Kampala, la capitale ougandaise, et qui ont fini par dégénérer en une regrettable émeute raciale. Plusieurs magasins tenus par des Asiatiques ont été pillés. Lors de cette émeute, deux manifestants ont été tués et un Asiatique a été lapidé à mort.

Ces combats ont servi à mettre en évidence un combat brûlant, celui qui cherche à savoir si les ressources naturelles nationales, qui diminuent à vue d'oeil, doivent être utilisées pour créer de l'énergie. Lorsque l'Ouganda a obtenu son indépendance en 1962, 20 pour cent du pays était boisé ; aujourd'hui, ce pourcentage a dégringolé à 7 pour cent. Le président Museveni est un farouche défenseur des agrocarburants et il affirme que l'Ouganda a "un besoin urgent de s'industrialiser, car c'est un pays très à la traîne, mais riche en termes de ressources naturelles et de matières premières. Notre retard est à mettre sur le compte de l'absence d'industrie." Le gouvernement ne peut pas croire pas que le développement industriel puisse générer de graves dommages sur l'environnement. Avant que le gouvernement ne fasse marche arrière, Jessica Eriyo, la ministre d'état chargée de l'environnement, avait déclaré qu'en défrichant la terre pour la cultiver et en ramassant du bois de chauffe, la population pauvre de l'Ouganda détruisait chaque année cinq fois la quantité de forêt qui serait perdue au profit du projet sucrier.

Mais beaucoup d'Ougandais ne sont pas d'accord. Dans un pays comme l'Ouganda, le milieu naturel demeure le seul bien que les gens pauvres des zones rurales possèdent. Il y existe véritablement une relation très symbiotique entre les ressources locales et la bonne santé des systèmes écologiques majeurs – eau, forêts et zones humides. Mais les investisseurs privés (la plupart desquels sont soutenus par une ample protection politique) sont très occupés à grignoter ce bien, sous prétexte d'aider le pays à s'industrialiser. Les citoyens se sentent abandonnés par leur gouvernement et s'élèvent maintenant pour défendre la source de leur vie.

Prenons en exemple les deux zones boisées concernées. La forêt de Mabira, où devait être située la plantation de canne à sucre, couvre 32.000 hectares et abrite des centaines d'espèces d'arbres, des singes rares et un précieux oiseau, le Tithyia. De plus, la forêt se trouve à la confluence de deux affluents du Nil. Abattre une telle superficie pourrait bouleverser les précipitations locales. L'île Bugula, sur le lac Victoria, là où la plantation de palmiers à huile est prévue, abrite elle aussi des espèces végétales rares, des singes et des oiseaux exceptionnels. En novembre 2006, cinq hauts directeurs de l'autorité forestière nationale ont démissionné en signe de protestation contre la vente de la réserve de l'île à Bidco, une entreprise pétrolière appartenant à des Asiatiques. Bidco a déjà planté 4.000 hectares sur Bugula, mais elle a besoin de 2.500 hectares supplémentaires.

Les investisseurs ont persuadé le gouvernement ougandais du fait que le développement d'une grosse industrie d'agrocarburant résoudrait les problèmes énergétiques qui handicapent le pays et qui ont forcé beaucoup d'entreprises à fermer leurs portes suite aux graves fluctuations de fourniture d'énergie. Mais il n'existe que peu ou pas de preuves que les agrocarburants espérés seront utilisés de cette façon. Les populations locales ne disposent pas de la technologie nécessaire pour utiliser cette énergie et le gouvernement et les investisseurs eux-mêmes ne font que peu d'efforts pour développer un marché local pour ces nouveaux carburants à la mode. Selon nous, le marché intérieur n'est tout simplement pas assez intéressant pour les investisseurs. Le projet de stratégie bioénergétique parle abondamment du besoin qu'a le gouvernement d'accroître sa production, mais devient étrangement muet lorsqu'il s'agit du développement du marché local. Par conséquent, nous suspectons que ce carburant est destiné à l'exportation.

Un autre indice nous incite à croire que les agrocarburants pourraient, du moins en partie, être un écran de fumée dissimulant ce qui est véritablement à l'ordre du jour pour les investisseurs : obtenir de la terre. Le secteur des agrocarburants, qui n'est vieux que de quelques années, est presque entièrement non réglementé. Dans la confusion ambiante, les investisseurs obtiennent de vastes parcelles de terre pour un prix symbolique. Un officiel du ministère de l'énergie et des ressources minérales a confié, lors d'un entretien officieux, ce qui suit : "Il se peut que toute cette histoire ne soit qu'un abus perpétré par des vampires, puisque la main droite ignore ce que fait la main gauche." Lorsque le gouvernement ouvrira les yeux sur ce qui est en train de se passer, davantage encore des précieuses ressources naturelles du pays auront été détruites.

Timothy Byakola travaille pour l'ONG ougandaise "Climate and Development Initiatives."
Courriel : acs@starcom.co.ug, timbyakola@yahoo.com

agrocarburants et a affirmé qu'il fallait des allègements fiscaux et une production à grande échelle.

À la suite de cela, l'argent qui est investit dans les agrocarburants en Afrique se concentre autour de l'agriculture de plantation à grande échelle, étroitement intégrée aux réseaux des sociétés transnationales.¹⁴ Et, comme dans tout autre secteur

de l'agro-industrie, les profits d'entreprise sur les cultures d'agrocarburant sont mieux assurés lorsque ces plantations sont sur les terres les plus fertiles et situées à proximité des voies de communication.¹⁵ Cependant, des millions de petits agriculteurs occupent toujours ces terres et ils sont devenus le principal obstacle sur le chemin de la ruée vers l'agrocarburant. Il est de plus en plus évident

14 "Combustion or Consumption? Balancing food and biofuel production", IRIN, 25 avril 2007 <http://tinyurl.com/2xewqx>

15 L. Strydum, "Biofuels 2006: How is the global value chain shaping up?" Eco world, 30 décembre 2006. <http://tinyurl.com/2qyb3v>

qu'aussitôt qu'il s'agit d'agrocarburant, la pression exercée sur les agriculteurs pour qu'ils abandonnent leurs terres ne fait que s'intensifier.

En Tanzanie, le premier ministre autorise des procédures accélérées aux agrocarburants afin de satisfaire un investisseur suédois qui recherche 400.000 hectares dans le bassin de Wami, l'une des zones humides les plus importantes du pays, pour y planter de la canne à sucre destinée à l'éthanol. Il est inévitable que ce projet déplace de petits agriculteurs de riz locaux.¹⁶ Au Libéria, une compagnie britannique, Equatorial Biofuels, a acquis Liberian Forest Products (LFP), qui détient des contrats et des permis de gestion couvrant plus de 700.000 hectares de terrain pour la culture de palmiers à huile. En Éthiopie, où la pression sur la terre est très forte, plus d'1 million d'hectares est concédé aux sociétés d'agrocarburants pour y planter principalement du jatropha, une espèce potentiellement envahissante et qui est introduite massivement sans évaluations préalables de son impact sur l'environnement. (voir l'encadré sur l'Éthiopie).

Émanant de la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe (SADC), une étude de faisabilité sur l'agrocarburant met en garde contre les petits projets, affirmant que ces derniers risquent d'altérer les normes. De plus, cette étude recommande également que la législation concernant l'agrocarburant et les réglementations sur les semences soient normalisées dans toute la région, et demande une dotation pour des prêts à taux bonifié et des mesures pour accélérer le libre-échange afin d'"ouvrir de nouveaux horizons".¹⁷ Il semblerait que l'agro-industrie et les entreprises biotechnologiques profitent de cette ruée sur les agrocarburants pour faire passer un grand nombre de changements favorables à leurs intérêts dans le cadre réglementaire.

Il est souvent rétorqué que, même si les sociétés en viennent à dominer le marché des agrocarburants, il y aura encore de la place pour permettre aux agriculteurs pauvres de glaner un peu de bénéfice. On prétend que le jatropha, notamment, pousse dans des conditions marginales et qu'il est donc une culture qui convient aux familles pauvres. Mais cela même semble très improbable (voir l'article sur le jatropha, page 33). La vérité est que le boom de l'agrocarburant en Afrique n'a rien à voir ni avec le développement rural, ni avec l'amélioration des conditions de vie des agriculteurs pauvres. Bien au contraire, il s'agit d'entreprises étrangères qui s'approprient des terres : en concluant des affaires avec des officiels gouvernementaux et en faisant pression pour obtenir une protection légale, des subventions et des allègements fiscaux ; en achetant des terres fertiles déjà rares et des droits sur l'eau ; en exerçant une coercition sur les agriculteurs pour qu'ils deviennent une main-d'œuvre bon marché sur leurs propres terres ; en introduisant de nouvelles cultures dans des plantations à grande échelle ; en introduisant des cultures génétiquement modifiées par une porte dérobée ; en déplaçant les

peuples et leurs systèmes basés sur la biodiversité ; et en asservissant encore davantage l'Afrique au marché mondial. Une spoliation terrienne sans précédent est en marche en Afrique.

Les agrocarburants vont-ils améliorer la sécurité énergétique de l'Afrique ?

Si les bienfaits des agrocarburants, qui sont censés être ressentis par les petits agriculteurs africains, se révèlent déjà illusoires, que dire alors de leur contribution à la sécurité énergétique du continent ? N'est-il pas vrai que produire de l'agrocarburant aidera les économies des pays africains à réduire leur dépendance par rapport aux carburants fossiles si coûteux ?

Le problème est que les agrocarburants sont déjà définis comme étant un bien mondial, qui doit s'échanger sur le marché mondial, et les biens de ce genre sont contrôlés par les élites locales alliées aux entreprises multinationales, et leur accès est par conséquent limité à ceux qui peuvent se le permettre. Le pétrole en est l'exemple. Il est maintenant largement admis que les grandes réserves de pétrole découvertes dans certains endroits d'Afrique n'ont pas fourni de sécurité énergétique aux pays intéressés, ni n'a profité à la masse de la population.¹⁸ Prenons le cas du Nigeria. C'est l'un des tous premiers pays exportateurs de pétrole, mais la biomasse, principalement le bois de chauffe, comble encore les besoins énergétiques d'environ 91 pour cent des foyers du pays. Le Nigeria demeure un pays pauvre avec 71 pour cent de sa population vivant avec moins d'1 dollar (USD) par jour et les peuples du delta du Niger, une région productrice de pétrole, sont les plus pauvres parmi les Nigériens.¹⁹ Le Nigeria prévoit actuellement une immense expansion de grandes plantations de manioc pour la production d'agrocarburant. Mais, tout comme pour le pétrole, il est extrêmement improbable que les agrocarburants améliorent la sécurité énergétique du pays, ou le bien-être de ses habitants. Le boom des agrocarburants est entraîné par le désir du gouvernement d'accroître ses revenus liés à l'exportation, principalement au travers de l'exportation de manioc et de canne à sucre pour agrocarburant (voir l'encadré sur le Nigeria, page 37).

L'histoire va certainement se répéter avec les pays non producteurs de pétrole, qui parlent dorénavant avec tant d'enthousiasme du potentiel des agrocarburants pour combler leurs besoins énergétiques. Dans ces pays, les importations de pétrole représentent une dépense invalidante, dévorant jusqu'à 50 pour cent des gains réalisés par les exportations. Une augmentation des prix mondiaux du pétrole a un énorme impact sur leur taux de croissance. Ces pays pensent actuellement qu'en cultivant des agrocarburants, ils vont posséder leur propre carburant et réduire ainsi leur vulnérabilité aux fluctuations des prix de pétrole. Hélas, cela ne sera pas le cas. La réalité est que, tout comme pour le pétrole et les autres biens

16 Abdallah Mkindi, Envirocare, Tanzanie, communication personnelle.

17 Conseil namibien d'agronomie, "National Bio-oil Energy Roadmap", août 2006

18 Il est prévu que jusqu'à 50 millions de tonnes métriques de produit raffiné - soit 78% de la consommation annuelle de 48 pays subsahariens en Afrique - viennent s'ajouter au marché mondial d'ici 2010. Voir : <http://tinyurl.com/2w8vdk>

19 <http://tinyurl.com/2vrw3>

Afrique du Sud, réveille-toi!

La jeune industrie de l'agrocarburant et le gouvernement sud-africain ont eu tous deux un réveil difficile cette année, lorsque leur rêve de succès immédiat s'est révélé n'être, en fait, que cela : un rêve. Les fabricants d'agrocarburants ont réalisé qu'ils ne peuvent pas dépendre d'un excédent du marché du maïs pour s'approvisionner en produit de départ et qu'ils vont devoir contracter des agriculteurs qui cultiveront exclusivement pour cette industrie. Il faut espérer que le gouvernement, lui aussi, ait découvert que, malgré ses protestations antérieures pour prouver le contraire, les biocarburants affectent véritablement la sécurité alimentaire.

Sur le papier, l'initiative sud-africaine semblait avoir du sens. Le pays était largement excédentaire en maïs et en sucre, il semblait donc logique que ces cultures deviennent les principaux produits de départ pour la production d'éthanol, sans affecter la sécurité alimentaire.¹ De plus, il semblait que cette initiative profiterait à l'économie locale, avec la création de 55.000 nouveaux emplois. Ainsi, les agrocarburants devinrent l'une des priorités de l'initiative de croissance accélérée (Accelerated Growth Initiative, ASGI-SA) du gouvernement. L'Industrial Development Corporation (IDC) et le fond central pour l'énergie (Central Energy Fund) annoncèrent qu'ils prévoyaient d'investir 437 millions de dollars (USD) dans cinq projets d'agrocarburants. Les agriculteurs commerciaux sud-africains de maïs investirent dans une nouvelle entreprise, Ethanol Africa, et annoncèrent en fanfare qu'ils allaient reproduire le succès rencontré par les fermiers nord-américains et qu'ils construiraient huit usines d'éthanol dans la principale région productrice de maïs.

Cependant, dès le début, certains analystes se montrèrent sceptiques quant aux chances de réussite de l'entreprise. Ils soulignèrent que:

- L'Afrique du Sud ne possède pas un grand surplus intégré de maïs jaune denté utilisé pour l'éthanol²
- Les prix du maïs dépendent du marché mondial et sont liés à ceux du marché du pétrole ; ces deux marchés avaient eu un comportement volatil
- Aux États-Unis, les agriculteurs et les raffineries d'éthanol sont subventionnés
- Les prospects en vue d'obtenir un bilan énergétique positif de la production d'éthanol n'étaient pas bons. (Ils ont souligné qu'en moyenne, l'Afrique du Sud obtient un rendement d'environ 4 tonnes par hectare de son maïs en sec, alors qu'aux États-Unis, le rendement est d'au moins le double. Si les agriculteurs n'obtenaient qu'un modeste gain d'utilisation d'énergie contre la récolte de 1:1,3, il paraît peu probable que les agriculteurs sud-africains, avec leurs récoltes bien inférieures, puissent produire quelque gain énergétique positif que ce soit.)

Les doutes des sceptiques se sont avérés, et même plus tôt que ces derniers le pensaient. Cette année, l'Afrique du Sud présente un déficit de sa production de maïs, au lieu de l'excédent espéré. Rien qu'au cours des six derniers mois, l'"effet éthanol" (c'est-à-dire la demande supplémentaire émanant des producteurs d'éthanol), conjugué avec une sécheresse en

mondiaux en général, le prix du marché fixera le prix des agrocarburants. Le pays d'origine n'exercera que peu de contrôle et, plus particulièrement, lorsque la propriété de la chaîne de valeur totale est aux mains d'entreprises internationales. Produire des agrocarburants ne garantira pas du carburant bon marché à la population locale.

Dans l'absolu, il existe, en Afrique, de nombreuses possibilités pour les énergies renouvelables, mais les gouvernements locaux ne conçoivent pas de politiques adaptées pour ce secteur et ils ne font pas grand chose pour y attirer les investissements. La biomasse représente déjà, en moyenne, 59 pour cent de la consommation d'énergie (avec un pourcentage bien plus élevé dans la plupart des pays subsahariens), en majorité, du bois de chauffe, mais aussi de la bouse de vache et d'autres ressources disponibles au niveau local.²⁰ Beaucoup de ces activités ne sont pas durables pour l'instant et la pression sur la biomasse grandit avec la croissance de la population, c'est pourquoi l'investissement national pour améliorer ces pratiques et proposer des alternatives semble être de la plus haute priorité. Cependant, la réalité est que les dépenses publiques en terme d'énergie renouvelable en Afrique sont en déclin constant. L'Éthiopie,

par exemple, a quadruplé ses investissements en exploration de ressources pétrolières et a triplé son investissement dans l'électricité dans les années 90, mais ses dépenses en matière d'alternative énergétique a diminué d'à peu près 1 pour cent à 0,1 pour cent d'investissement total.²¹

C'est la même histoire pour la majorité de l'Afrique et il est probable que la situation ne fasse qu'empirer. Une entreprise d'exportation de biomasse, sous forme de copeaux de bois transformés, est déjà en cours et, avec la deuxième génération de cultures d'agrocarburants, la région va bientôt produire des agrocarburants celluloseux à base de bois. Ces initiatives vont conduire à une augmentation du prix du bois et du charbon, à une limitation de l'accès aux forêts pour les personnes et à un appauvrissement des terres maigres africaines.

L'Afrique est également le continent qui aura le plus à souffrir d'une autre conséquence du tapage provoqué par les agrocarburants : une augmentation des prix de l'alimentation. Les prix de plusieurs denrées de base dans le monde sont déjà en augmentation tandis que les pays soustraient leurs terres aux cultures vivrières pour adopter des cultures d'agrocarburants. La FAO

20 S. Karekezi et al., Renewables in Africa, AFREPREN, février 2007. www.afrepren.org

21 Ibid.

Afrique du Sud, a provoqué la hausse en flèche des prix, avec un quadruplement du pourcentage du niveau prévu par la stratégie "biocarburant". Et comme le maïs est l'aliment de base du pays, les pauvres sont ceux qui en souffrent le plus. Comme toujours, en temps de crise, il y a des gagnants: certains agriculteurs commerciaux en ont bénéficié, puisque ces prix très élevés ont compensé leurs faibles récoltes.³

Cet exemple illustre clairement que, bien que les gouvernements africains disent que les agrocarburants ne doivent pas venir compromettre la sécurité alimentaire sur les marchés déréglementés, la concurrence entre aliment et carburant est inévitable. Les grandes sociétés peuvent assurer leur approvisionnement soit en possédant la terre, soit en contractant des agriculteurs pour qu'ils la cultivent exclusivement pour elles, mais il est bien plus difficile pour les gouvernements d'empêcher l'industrie des agrocarburants d'affecter la sécurité alimentaire.

Pour l'instant, la première usine d'éthanol, qui doit être construite à Bothaville, dans l'Etat Libre du Nord, n'a pas progressé, semble-t-il parce que la somme à investir, d'un milliard de rands (ZAR), n'a pas encore été réunie (ZAR7.1=1USD). Ethanol Africa se justifie en déclarant que les investisseurs attendent de voir si le gouvernement subventionnera cette industrie. L'évidente question à poser au gouvernement est de savoir pourquoi l'industrie de l'agrocarburant devrait bénéficier d'un avantage compétitif alors que les agriculteurs, eux, n'ont pas de subventions et que les impacts sociaux et environnementaux seront certainement négatifs.⁴ Même les agriculteurs qui ont investi les premiers 14 millions de rands (ZAR) doivent avoir des doutes. Ils apprennent que le prix de l'éthanol est directement lié au prix du brut et ce dernier n'est pas toujours assez bas pour viabiliser la fabrication d'éthanol.⁵

Mais ce qui est beaucoup plus grave en terme d'impact social, c'est la volonté du gouvernement du Cap-Est de mettre à disposition des investisseurs en agrocarburant, 3 millions d'hectares de terre communale fertile "sous-utilisée". Un tel projet implique la plantation de 70.000 hectares de colza pour être exporté par des investisseurs allemands. Les communautés rurales utilisent cette terre de différentes façons, y compris pour le pâturage, et elle contribue grandement à leurs ressources. L'Afrique du Sud a, derrière elle, une longue histoire d'expropriation des communautés rurales ou de restructuration des terres qui les appauvrissent. Ce nouveau projet de soustraction de terres pour y planter des cultures vouées à l'exportation n'en est, hélas, qu'un exemple supplémentaire.

1 La stratégie du gouvernement prévoit une moyenne de 5% d'augmentation des prix de l'alimentation; l'augmentation prévue du prix du maïs n'est que de 7,6% entre 2006 et 2015, comme le mentionne Draft Biofuels Strategy and Engineering News, 20 octobre 2006. www.engineeringnews.co.za

2 Il a été demandé à l'industrie de l'éthanol de n'utiliser que maïs jaune, afin de s'assurer qu'il n'y ait pas de concurrence avec le maïs blanc, une denrée alimentaire, mais rien n'empêche les agriculteurs d'alterner les variétés alimentaires et agrocarburant.

3 "Biofuel Production and the threat to South Africa's Food Security", Wahenga Brief, No. 11, avril 2007. <http://tinyurl.com/2okcgx>

4 Ibid.

5 Vic de Klerk, "Who's fuelling who? Mealies are not a viable fuel source", Finweek, 9 mars 2006. <http://tinyurl.com/2klp33>

estime que la facture d'importation de céréales des pays à faible revenu et à déficit vivrier – beaucoup d'entre eux en Afrique – va augmenter de près d'un quart cette saison, une conséquence directe de l'"effet éthanol".²²

La résistance s'organise

Les gens commencent à réaliser ce que le boom des agrocarburants signifie pour leurs ressources et la résistance s'organise. Dans le nord du Ghana, les fermiers ont rejeté le jatropha comme agrocarburant, principalement parce qu'ils ont peur de se retrouver dépendants d'un marché versatile et parce que sa toxicité limite son utilisation.²³ En Afrique du Sud, au Cap-Est, la société civile a rejeté la proposition du gouvernement d'utiliser des terres tribales et communales pour y cultiver des agrocarburants.²⁴ Les analystes alertent sur le fait que le maïs n'est pas une culture viable pour l'éthanol et que la raréfaction de terres arables est une question critique en Afrique du Sud.²⁵ En Ouganda, des troubles civils ont éclaté après que le gouvernement ait octroyé un permis à une entreprise appartenant à des indiens d'Afrique orientale, pour exploiter la forêt de Mabira et y planter de la canne à sucre pour agrocarburants.

Le gouvernement s'est finalement rétracté (voir l'encadré Ouganda, page 94). Le réseau africain sur la biodiversité (African Biodiversity Network, ABN) a sévèrement critiqué le Royaume-Uni pour viser des cibles pour agrocarburants qui sacrifieront la terre, les forêts et les ressources alimentaires africaines pour satisfaire aux vastes besoins énergétiques britanniques.²⁶

En résumé, les agrocarburants ne viendront pas améliorer le sort de la masse des peuples africain et ce, pour plusieurs raisons. Premièrement, les pauvres n'ont tout simplement pas les moyens de se les permettre, parce qu'ils n'ont pas l'argent nécessaire pour acheter de l'énergie et qu'ils misent sur le bois, le charbon et la bouse de vache. Deuxièmement, il n'est pas logique pour des familles rurales de remplacer des systèmes agricoles qui ont fait leurs preuves et qui sont renouvelables, par des plantations industrielles appartenant à des étrangers et de devenir, dans la lancée, une main-d'oeuvre bon marché dont on peut se séparer, le cas échéant. Troisièmement, la privatisation de la terre, source de la richesse de l'Afrique, va saper toutes les chances que les pays africains peuvent avoir de choisir leur propre futur.

22 FAO, "Perspectives de récoltes et situation alimentaire" No. 3, mai 2007.

<http://tinyurl.com/2kswwx>

23 <http://tinyurl.com/2on3ou>

24 "Rural communities express dismay: land grabs fuelled by biofuels strategy", Rapport de l'atelier de la société civile sur SA Biofuels Strategy, Durban, 5 mars 2007, p. 2. <http://tinyurl.com/3cetb5>

25 G. Morris, "Strong land use policy is key to developing South African biofuels", *Biofuel Review*, 10 avril 2007. <http://tinyurl.com/36futn>

26 <http://tinyurl.com/2kfwjz>

L'Éthiopie – clap sur une famine provoqué par le carburant

L'industrie de l'agrocarburant est très active en Éthiopie et le gouvernement déploie tous ses efforts pour attirer les investissements étrangers. La culture la plus populaire est celle du jatropha, suivie par le ricin et certains palmiers à huile dans les régions caféières, tout ceci pouvant être utilisé pour produire du biodiesel. Il y a également des gestes en cours pour établir une industrie d'éthanol et introduire de nouvelles variétés élevées spécialement à cet usage, telles que le sorgho, le maïs et le tournesol. Ces dernières devraient, selon les entreprises, réduire la dépendance du pays en terme d'aide alimentaire étrangère et renforcer la sécurité alimentaire des communautés rurales. La pression pour la terre est intense, étant donné que la population est en augmentation et que 85 pour cent des habitants du pays dépendent toujours de la terre pour leurs ressources. Peu de familles sont en possession de titres fonciers valables, et c'est une des raisons pour laquelle il est relativement facile pour ces entreprises étrangères d'acquiescer de la terre.

L'entreprise allemande Flora Ecopower investit actuellement 671 millions de birrs éthiopiens (ETB), soit 77 millions de dollars (USD), dans l'État régional d'Oromia, et a négocié l'achat de plus de 13.000 hectares de terres dans les woredas de Fadis et Miks (districts) de la zone du Hararge oriental pour la production de biodiesel. La clé de sa stratégie est de détenir le contrôle de la chaîne de production dans son ensemble et elle a signé un accord avec l'association régionale des agriculteurs selon lequel 700 agriculteurs cèdent chacun 2 hectares de terre sur une période de cinq ans. Selon les rapports de presse, les agriculteurs ne sont pas incommodés par le fait d'avoir à se passer de leurs terres, puisqu'ils accueillent favorablement l'investissement dans leur région. Cependant, après que la production ait débuté et que les terres forestières aient été défrichées, on a réalisé que 12.000 hectares (soit 87 pour cent) de la terre concédée se trouvait à l'intérieur des limites du Sanctuaire d'éléphants de Babile. Les organisations pour l'environnement ont protesté et elles ont aussi souligné que cette attribution de terre était illégale et qu'aucune évaluation sur l'impact environnemental n'avait été effectuée. Suite à cela, une enquête sur cet incident a confirmé, et a également révélé, que les communautés de cette zone étaient mécontentes de cet événement et de l'impact négatif que le défrichement de forêt avait sur les éléphants. La situation est devenue de plus en plus politisée et il semble que ni le gouvernement fédéral, ni le gouvernement régional d'Oromia n'aient l'intention de prendre des mesures immédiates pour réparer les dommages causés à cet écosystème vital et qui abrite des éléphants rares et menacés d'extinction.

Une autre entreprise, Sun Biofuels, a signé une convention de bail avec le gouvernement de l'État régional de Benshangul-Gumuz pour une terre de 80.000 hectares. Elle a également acheté 80 pour cent des parts de National Biodiesel Corporation of Ethiopia, dans l'optique de son programme pour renforcer sa présence en Éthiopie, avant d'investir dans toute l'Afrique orientale. Il a été signalé qu'elle a aidé la formulation de la stratégie éthiopienne de biocarburants, chargée d'établir le programme général du pays en termes d'agrocarburants. L'entreprise fait des relèvements de terrains et elle prévoit, en collaboration avec le gouvernement, les zones qui devront être consacrées aux agrocarburants.

Il y a maintenant un certain nombre d'entreprises étrangères d'agrocarburants qui opèrent en Éthiopie. Officiellement, 196.000 hectares de terre ont été alloués mais, si l'on compte les terres pour lesquelles les négociations sont en cours,

le total s'élève à 1,15 millions d'hectares. L'Éthiopie a identifié 17,2 millions d'hectares qui conviennent à la culture du jatropha, parmi lesquels 1,7 millions, situés dans les zones de Borena, Bale et Arsi, sont considérés comme hautement adéquats. Ces zones ont des précipitations annuelles de 900-1300 mm.

Entreprise	Appartenance	Terres allouées et en négociation (en hectares)
Sun BioFuel	RU	80.000 dans le Benishangul-Gumuz, 5.000 dans les Southern Nationalities Nations and People (SNNP), avec expansion prévue 200.000 dans le Tigray et 40.000 dans l'Amhara
Becco Biofuels	USA	35.000 dans l'Amaro Kelo
Hovev Agriculture Ltd	Israël	40.000 attribués, devant s'étendre à 400.000
Flora Ecopower	Allemagne	13.700 dans le Hararge oriental, devant d'étendre à 200.000
The National Biodiesel Corporation (NBC)	Allemagne & USA	90.000 de jatropha et autres plantes oléagineuses
LHB	Israël	100.000 de jatropha dans l'Oromia

La stratégie du gouvernement éthiopien reconnaît clairement que la population locale dépend des zones des terres basses qui ne sont pas occupées de façon permanente, mais qui servent au pâturage, aux cultures et la cueillette de produits de la forêt, et insiste sur le fait que la population locale ne doit pas être privée de ses droits d'usage traditionnels de la terre. Elle souligne l'importance de la sécurité alimentaire, reconnaissant que plus de 4 millions de personnes souffrent de cette insécurité alimentaire, et déclare que leur bien-être ne doit pas être compromis par l'industrie de l'agrocarburant. Mais, en réalité, c'est ce qui se produit déjà : bien qu'il y ait une pression populaire pour la terre et que les agriculteurs se débattent pour boucler les fins de mois, de vastes étendues de terre sont actuellement concédées aux entreprises étrangères pour produire de l'énergie qui sera exportée vers l'Europe.

1 www.floraecopower.com

2 Ibid.

3 W. Zenenbe, "German Co Invests Half Bln Birr Plus on Bio-Fuel", Addis Fortune, 9 avril 2007. <http://tinyurl.com/2lp7mt>

4 W. Zenebe, "Bio-diesel Project Encroaching on Elephant Sanctuary", Addis Fortune, 27 mai 2007. <http://tinyurl.com/2oa3w3>

5 Gebremedhine Birega, communication personnelle, 18 juin 2007.

6 <http://tinyurl.com/27emzb>

7 Gouvernement éthiopien, documents stratégiques.